

## Grèce : il faut suspendre le paiement de la dette publique Malgré les réticences de l'UE, c'est la seule façon de calmer la spéculation

Depuis l'automne 2009, la dette publique grecque est arrivée sur l'écran radar des marchés financiers. On peut dissenter à l'infini sur l'irrationalité apparente des marchés et sur le caractère arbitraire de cette fixation. On ne peut pas emprunter massivement et ensuite dénoncer ceux qui vous prêtent. Il fallait y penser avant. La Grèce s'est donc mise volontairement dans une situation de dépendance, et elle doit à présent en tirer toutes les conséquences, si possible avec lucidité.

Il faut dire que les autres pays de la zone euro ne l'ont pas aidée. Sous couvert de solidarité, ils ont commencé par indiquer qu'il n'était pas question que la Grèce aille demander l'aide du Fonds monétaire international (FMI). Ils ont promis, au contraire, de se cotiser pour prêter à la Grèce, ce que les marchés pourraient lui refuser. Du coup, la situation a radicalement changé. Il ne s'agissait plus seulement de savoir vraiment ce que pourrait faire la Grèce, mais aussi de ce que les Européens allaient mettre sur la table.

L'offre était mal venue à trois titres. Pour commencer, le traité européen comprend une clause de non-sauvetage qui interdit aux pays membres de la zone euro de prendre en charge la dette d'un autre pays membre. Évidemment, toute loi est faite pour être contournée, et différents arguments ont été avancés pour expliquer que, cette fois et dans ce cas précis, l'aide à la Grèce n'est pas concernée par cette clause. Le problème, c'est que les Allemands ne considèrent pas que toute loi est faite pour être contournée et que leur Cour constitutionnelle a la réputation d'être très sour-

### Charles Wyplosz

Professeur d'économie à l'Institut universitaire de hautes études internationales à l'université de Genève

cilleuse. Du coup, l'enthousiasme d'Angela Merkel pour un geste de solidarité s'est considérablement refroidi, d'autant que l'opinion publique allemande est fondamentalement hostile à l'idée d'engager le contribuable au secours d'un pays perçu comme méritant ce qui lui arrive.

Les sommes en jeu sont considérables, 30 milliards d'euros au bas mot pour 2010. Et il y aura 2011, puis 2012, etc. La réponse est que l'Union européenne impose à la Grèce, en contrepartie, des conditions draconiennes dont l'un des mérites attendus est qu'elles résolvent rapidement la situation. Certes, mais les rues d'Athènes sont régulièrement envahies par des manifestants qui n'ont pas l'habitude de se décourager. Même si l'opinion publique est aujourd'hui consciente que des sacrifices sont inévitables, qu'en sera-t-il dans six mois, dans un ou deux ans ?

La fatigue des efforts s'installera, alimentée par quelques scandales, par la montée du chômage et par la découverte que ce n'est pas un ou deux ans d'austérité qui sont nécessaires, mais une décennie au moins. Que diront les Européens quand le gouvernement grec, au bord de l'effondrement politique, demandera leur compréhension, y compris sous forme de rallonge financière, pour relâcher la pression ?

Pire encore, il n'y a pas que la Grèce qui soit en difficulté. Le Portugal est depuis longtemps en seconde position sur la liste des pays qui inquiètent les marchés financiers. On ne pourra lui refuser ce que l'on aura offert à la Grèce. Mais il n'y a pas que le Portugal. L'Espagne est un morceau autrement plus lourd. Et l'Italie ? Plus bas sur la liste, la France peut très bien inquiéter, elle aussi, les marchés. Le précédent grec – ce mécanisme de gouvernements lourdement déficitaires promettant d'aider d'autres pays encore plus lourdement déficitaires – est particulièrement véneux.

Au début, les gouvernements semblent avoir sincèrement cru qu'il suffisait de promettre publiquement de l'aide pour calmer les marchés financiers. C'est profondément méconnaître les marchés. Chaque annonce de plan a produit le même scénario : d'abord une détente sur les taux d'intérêt sur la dette grecque, puis des questions sur les détails du plan et, face à des réponses parfaitement vagues, et pour cause car il n'y avait pas de plan, une remontée du scepticisme, et donc des taux encore plus élevés qu'au départ du cycle.

Il a alors fallu ravaler le prestige et admettre que le FMI, dont c'est le rôle, devrait être impliqué. Mais même ça n'a pas suffi, il a aussi fallu mettre des chiffres et des promesses précises sur la table. Mais ça ne suffira pas non plus. D'abord parce que l'argent des Européens n'est pas disponible. Déjà la France se contente de ne faire voter que la moitié de la somme promise dans sa loi de finances rectificative, et Angela Merkel indique que c'est au FMI de commencer. Et même si le FMI promet beaucoup d'argent, la Grèce restera

dans une situation impossible pendant des années, même si elle fait des efforts massifs de stabilisation de son budget. Aucun gouvernement ne peut fonctionner de la sorte. Il va falloir trouver une porte de sortie. Le menu est des plus étroits.

Une solution est de quitter la zone euro et d'essayer de repartir avec une monnaie très dévaluée. Cette solution est la préférée de tous ceux, et ils sont nombreux, qui ne croient pas que des pays indépendants puissent avoir une monnaie commune. Mais cette solution est pire que le mal. La dette publique de la Grèce est en euros. C'est également le cas des millions d'emprunts des particuliers et des entreprises

### « Les sommes en jeu sont considérables, 30 milliards d'euros au bas mot pour 2010 »

grecs. Si la nouvelle monnaie – la drachme – valait la moitié de l'euro, toutes ces dettes doubleraient une fois exprimées en drachmes, donc en pouvoir d'achat. La Grèce serait encore plus en ruine qu'avec l'euro.

L'autre solution est de suspendre le paiement de la dette publique. Le terme de défaut affole, mais ce n'est qu'une manière parmi d'autres de lever des fonds : simplement, au lieu d'emprunter au FMI, aux marchés –, on ne rembourse pas tout de suite les débiteurs. Ainsi, le défaut ne peut être que très partiel. Ce dont la Grèce a besoin, c'est d'un réajustement de ses paiements. Elle ne peut pas, tous les mois, vivre un nouveau psychodrame, elle doit desserrer l'étreinte le

temps de restaurer son budget. Une période de grâce d'un ou deux ans lui permettra d'essayer. Si elle échoue, alors le défaut sera plus profond.

Les gouvernements européens ne voulaient pas du FMI ne veulent pas entendre parler de défaut, même partiel. Mais ils vont découvrir que ce n'est pas une catastrophe. L'euro en souffrira-t-il ? D'une certaine manière, il a déjà accusé le choc. Sa baisse depuis quelques mois tient compte de la possibilité d'un défaut grec. Nos exportateurs s'en réjouissent, et une baisse supplémentaire accélérera une reprise qui s'annonce anémique. Et si d'autres pays se retrouvaient aussi obligés de faire défaut sur leurs dettes publiques ? Il en irait de même. Il se pourrait même que l'euro remonte lorsque les marchés constateront que les problèmes qui les préoccupent tant aujourd'hui sont en partie résolus.

La vraie inquiétude face aux défauts est ailleurs. Des banques européennes figurent parmi les gros débiteurs du gouvernement grec. Fragilisées par la crise, ces banques pourraient bien plonger, et il faudrait alors remettre en route les sauvetages de l'année dernière. Vu l'impopularité extrême de ces sauvetages, on comprend l'élan de solidarité pro-grecque qui a saisi les gouvernements ! Mais la moralité et la finance, une fois n'est pas coutume, vont dans le même sens : laisser la Grèce prendre sa respiration, et, reconnaissant que certaines banques ont, une fois de plus, mal joué, les laisser à leur sort tout en protégeant les déposants. Les sauvetages indirects sont non seulement malsains, mais très inefficaces. Les contribuables européens méritent mieux que ça. ■

## Réunissons des Etats généraux de la gauche C'est une véritable alternative politique qu'il faut construire pour ne pas décevoir l'espoir

Oui, un espoir est né depuis la belle victoire de la gauche et des écologistes aux élections régionales : celui de mettre fin à la politique actuelle de la droite, dont les dégâts deviennent insupportables à un nombre de plus en plus grand de Français.

Malgré une abstention et un doute politique alarmants qui touchent d'abord les milieux populaires et les jeunes, il devient clair que nos concitoyens souhaitent un changement radical, qui doit notamment prendre la forme d'un nouveau modèle de développement. L'urgence sociale et environnementale, la crise, avec ses graves conséquences, rendent indispensables des transformations profondes de la société et des conditions de vie des Français. A deux ans de l'élection présidentielle et des élections législatives qui suivront, le temps presse pour imaginer les contours de ce modèle et organiser un passage à l'acte économique, écologique et social.

### « Il faut maintenant passer aux actes, sous peine de réduire la politique à de l'incantation »

Pour être au rendez-vous de cette attente, la gauche et les écologistes doivent non seulement préparer l'alternance, mais aussi proposer une véritable alternative. Pour cela, deux exigences s'imposent à eux : celle du rassemblement de l'ensemble des forces de gauche et écologistes, sans lequel aucune victoire électorale n'est possible, celle de la formulation d'une véritable alternative de pensée et de gouvernement.

L'idée du rassemblement a fait du chemin, comme celle d'accords législatifs ou d'une plate-forme commune avant la prochaine élection présidentielle. L'unité est largement défendue, mais il faut maintenant passer aux actes, sous peine de réduire la politique à de l'incantation.

C'est pourquoi nous estimons essentiel de définir, ensemble, les moyens d'aboutir à un nécessaire rassemblement pour l'alter-

native. Ensemble, c'est-à-dire, au-delà des partis, avec celles et ceux qui, engagés dans les syndicats, les associations, la vie citoyenne, constituent les forces vives de la gauche et de l'écologie.

Nous refusons d'être prisonniers des institutions actuelles de la V<sup>e</sup> République, qui tendent à réduire la démocratie à des choix de personnes. Tout montre les faiblesses et les dangers de cette hyperprésidentialisation, tant pour le pays que pour la gauche. C'est par un projet et des propositions de changements réels que l'on pourra mobiliser largement les électeurs et les citoyens. C'est en donnant au travail des idées la place qui doit être la sienne – première – qu'on pourra ramener vers les urnes tous ceux qui ne croient plus à l'exemplarité et à la sincérité de leurs dirigeants. C'est aussi la seule manière de créer une dynamique entre les élections présidentielle et législatives qui permette de dépasser la seule logique du fait majoritaire présidentiel.

Aussi, nous considérons que toute dynamique unitaire doit partir de l'établissement d'un manifeste, d'orientations partagées, d'une base commune en vue d'une nouvelle majorité législative et gouvernementale. Dans cet esprit, nous, militants, responsables issus de différentes sensibilités de la gauche et de l'écologie, lançons une adresse pour la tenue d'états généraux en vue d'un rassemblement pour l'alternative. Au cours de cette confrontation large et constructive, seront débattues et élaborées les grandes orientations d'une politique de gauche et écologique pour la France, qui devront s'inscrire dans une vision de long terme.

Il ne s'agit en rien de nier les différences, voire les désaccords, mais de clarifier quel peut être le socle commun d'une action transformatrice et de privilégier la coopération à la stricte concurrence entre les diverses cultures. L'éducation, les modes de production et la création d'emplois dans un modèle qui préserve l'avenir des hommes et de la planète, la place du travail, les choix en faveur d'une société fondée sur la solidarité et la confiance sont les principaux thèmes qui sont devant nous. Pour préparer ces états généraux, il faut

un lieu de rencontre. C'est pourquoi nous demandons la constitution immédiate d'un comité de préparation des états généraux, qui en précisera la forme, l'organisation et les finalités et qui pourra également valoriser les initiatives associatives ou locales, dans la perspective d'un manifeste commun pour 2012.

Le temps n'est pas à choisir un ou des candidats à la présidentielle et à se focaliser sur leur mode de désignation. Notre adresse – qui peut être signée sur le site [www.gauche2012.org](http://www.gauche2012.org) – est un appel à tous ceux qui veulent être acteurs de ce mouvement d'unité, hors duquel il ne peut y avoir ni rénovation ni reconquête. Telle est aujourd'hui l'urgence absolue pour la gauche. ■

Jean Aurox, ancien ministre ; Jean-Paul Bachy, président de la région Champagne-Ardenne ; Etienne Butzbach, maire de Belfort ; Gérard Charasse, député de l'Allier ; Augustin Dumay, violoniste ; Maxime Dumont, responsable syndical CFDT ; Jacques Duron, responsable syndical UNSA ; Daniel Fontaine, maire d'Aubagne ; Caroline Fourast, essayiste ; Eric Gautier, président du conseil général des Deux-Sèvres ; Daniel Goldberg, député de Seine-Saint-Denis ; Rémi Lefebvre, universitaire ; Jérôme Lambert, député de Charente ; Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre ; Alain Lipietz, les Verts ; Jean Michel, député du Puy-de-Dôme ; Stéphane Peu, vice-président de la communauté d'agglomération de Plaine Commune ; Paul Quiles, ancien ministre ; Lucile Schmid, Europe Ecologie

### Sur Lemonde.fr

Raphaël Wintrebert, directeur de l'Observatoire jeunes et travail : « Personne n'est inséparable : reconsidérer la démarche d'insertion sociale et professionnelle ». Claude B. Levenson, écrivain : « Condoléances à la Chine pour des victimes tibétaines ». Henri Rey-Flaud, professeur émérite à l'université de Montpellier, département de psychanalyse : « Sur le Racine mort, le Campistrone pullule ».

## Rimbaud, es-tu là ?

C'est comme une épiphanie. Chaque année, nous fêtons le retour du divin enfant. Un nouveau livre, un nouvel article qu'il aurait écrit, une photographie où il apparaîtrait. Fétichisme ? Bien sûr. On conserve précieusement dans les musées les morceaux de tissu qu'il aurait porté de retour d'Abyssinie, la montre aussi, et la malle – et les conditionnels ne viennent pas insidieusement semer le doute. Ils accompagnent tous les peut-être qui stimulent l'imagination des grands enfants que nous... serions restés.

Je plaide coupable. J'ai moi-même refait les grands voyages de « Fils du Soleil », cosigné trois albums avec Jean-Jacques Lefrère et Pierre Leroy. Trois années à arpenter l'Europe des anciens parapets, aussi la mer Rouge, Djibouti, Aden la Yéménite, une ville construite au cœur d'un volcan éteint, où j'ai pu pénétrer dans ce qu'il reste de ce devenu fameux Hôtel de l'Univers. Enfin l'Ethiopie, la Somalie, avec un exemplaire de « La Pléiade » caché dans les bagages, puisqu'au lendemain du 11-Septembre, il ne faisait pas bon s'y promener en feuilletant du papier bible. Rimbaud comme alibi pour voyager. Le plus beau des alibis. Lui-même était sur les traces d'un autre, d'un enfer plus chaud que le désert qu'arpentent les Afars. Je plaide donc coupable, mais avec quelques circonstances atténuantes.

Rimbaud, es-tu là ? Sur cette photographie prise sur le perron de l'Hôtel de l'Univers, découverte par deux libraires, c'est lui ? Je ne sais pas. Je ne sais plus. La tentation d'Aden, ou du lac Assal, ce serait d'entonner ce couplet : Rimbaud a claqué la porte. Il a craché sur la poésie et sur tous ceux qui ont voulu sa gloire. Il est parti loin, au plus loin, pour disparaître. Alors, un peu de pudeur, au moins jusqu'aux prochaines commémorations, laissons-le en paix !

Eh bien non. Nous avons besoin – à espaces réguliers, et même si ces espaces sont aussi étroits que ceux séparant les étals des marchands du temple – de le voir réapparaître. Ou du moins de faire cet effort d'imagination. Une addiction comme une autre. Qui participe d'une thérapie collective : « voyez que la poésie n'a pas déserté notre civilisation, puisque même Rimbaud – le révolté – revient de temps en temps nous faire un petit signe. » Elle est retrouvée. Quoi ? La poésie. C'est Rimbaud qui pose sur le perron de l'Univers.

Cette fois, je ne trouve pas qu'il y ait de quoi satisfaire notre addiction. La dose ne

### Jean-Hugues Berrou

Photographe, coauteur de « Rimbaud ailleurs » (Fayard, 304 p., 2004, 45 euros).

passe pas, laisse comme un arrière-goût de frelaté et, plus grave, d'un manque cruel d'imagination. Parce que, franchement, sur cette photographie, je n'arrive pas à voir le Voyant.

C'est toujours un peu inconfortable de ne pas voir la même chose que les autres. Alors évidemment on cherche à se persuader, à retrouver le droit chemin. On va voir du côté des preuves avancées. Mais là encore, vraiment rien qui puisse me persuader. Seul pour défendre l'icône, Jean-Jacques Lefrère, un très bon biographe certes, mais pas un expert en photographies anciennes ni en anthropométrie. Le texte qu'il publie dans *Histoires littéraires*, revue qu'il dirige, est un glissement progressif du peut-être vers le probable, pour conclure sur des certitudes : on y verrait « avec netteté » les traits de Rimbaud adulte, alors qu'il est question au début du texte d'un visage flou.

Le saint suaire a aussi ses experts et ses adeptes. Gare aux surfaces sensibles qui s'approchent de trop près : le Christ et Rimbaud irradient ! L'un marque les linges de son empreinte, l'autre apparaît sur les photographies d'Aden prises « autour de 1880 ». Il faut beaucoup y croire pour le voir. Un visage parmi d'autres qui nous regarde depuis le perron de l'Hôtel de l'Univers à Aden, où descendaient chaque année un bon millier d'Européens – puisque c'était le seul hôtel de Steamer Point, dernier grand port de commerce avant le canal de Suez. Une chance sur mille pour que cette personne soit Arthur Rimbaud. Ah, recourir ainsi à la froide loi des probabilités... c'est donc que j'ai perdu la foi !

Le prochain suaire de Rimbaud peut prendre la forme d'une vieille vignette de chocolat Lanvin, d'un profil égaré sur Facebook ou d'un vidéo Hi8 retrouvée dans un grenier ardennais. Pourvu que cela provoque chez une personne l'envie d'aller y voir de plus près, d'ouvrir un vieux « poche », je veux bien applaudir au retour sur terre de l'homme aux semelles de vent. Je ne pleure pas sur sa tombe ni sur notre crédulité. J'espère simplement que, l'année prochaine, ils trouveront mieux... ■